

De la science à la musique classique, Israël «resserre son contrôle de la culture palestinienne»

Description

26 août 2020, par Robert Swift, +972

Ces derniers mois, on a vu Israël «resserrer son contrôle de la culture et des intellectuels des territoires occupés. Des critiques estiment que ces attaques font partie d'une vaste stratégie de répression de la société civile palestinienne.



Rania Elias et Suhail Khouri

Suhail Khoury et Rania Elias ont été arrêtés le mois dernier par la police de Jérusalem. Mariés, ils sont respectivement les directeurs palestiniens de la Jerusalem Society for Music Teaching and Research (Association de Jérusalem pour l'enseignement de la musique et la recherche musicale) et du centre culturel Yabous – deux institutions de Jérusalem-Est qui ont fait l'objet d'[offensives policières](#) simultanées au moment des arrestations. La police les accusait d'évasion et de fraude fiscales, mais ne leur a pas encore communiqué de chefs d'accusation en rapport avec ces allégations.

Khoury et Elias ne sont pas les seules personnes qui ont été ciblées par les autorités israéliennes le mois dernier. Quelques jours auparavant, l'astrophysicien palestinien Imad Barghouthi a été [interpellé](#) à un checkpoint lors d'un trajet entre l'université Al-Quds et son domicile en Cisjordanie ; il a été inculpé d'« incitation » et reste en détention. Et fin juillet, Ahmad Qatamesh, auteur et universitaire palestinien, a été libéré après [avoir été incarcéré](#) pendant sept mois sous le régime de la détention administrative, au titre duquel Israël emprisonne des personnes hors de toute procédure régulière.

Ces cas, qui n'ont rien de unique, se rattachent à une politique plus générale d'arrestations et de mises en détention de personnes culturelles, d'universitaires et de scientifiques palestiniens, menée par Israël depuis des décennies. Globalement, on peut rattacher ces pratiques à un vaste effort du gouvernement israélien pour affaiblir la société palestinienne en réduisant au silence et en démoralesant ses producteurs de connaissances, avec l'objectif implicite de faire en sorte qu'un seul État, une seule société – juive et sioniste – s'épanouisse en Israël-Palestine.

Alors que la proposition de paix mise en avant par le gouvernement des États-Unis au début de l'année demande la création d'un État palestinien, le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu n'a en fait jamais cessé [d'agir contre](#) cette possibilité. La méthode employée a consisté en grande partie à refuser aux Palestiniens les piliers

fondamentaux de l'existence d'un État, notamment des frontières souveraines délimitant un territoire d'un seul tenant, et des forces armées. Mais elle implique aussi de rendre inutilisable le capital des Palestiniens dans le domaine qu'on appelle communément «soft power».

La différence du hard power coercitif, recourant à la force ou à la corruption, le soft power reflète les capacités d'une nation à attirer des soutiens et à exercer une influence par la force de ses valeurs et par des intérêts communs. Comme l'a dit Joseph Nye, universitaire américain qui a [inventé cette expression](#) dans les années 1980, aujourd'hui, l'ère de l'information globale, la victoire dépend parfois, non pas d'une armée qui gagne, mais plutôt d'un récit qui gagne. Le terme de soft power est le plus souvent utilisé dans l'étude des relations internationales, mais on peut concevoir son usage au-delà des contraintes des [interactions État-contre-État](#), dès lors que de grandes sociétés et même des milices pratiquent des formes de soft power.

Cela n'est pas moins vrai pour les Palestiniens dépourvus d'État, qui livrent avec Israël leurs propres combats de soft power autour, notamment, des narrations historiques, du discours public et de la représentation médiatique. C'est pourquoi, tout en maintenant une des armées les plus puissantes du Moyen-Orient, Israël est fortement investi dans la hasbara, ou propagande, notamment en [mettant sur pied](#) un ministère des Affaires stratégiques et un réseau d'ONG alliées pour acheminer ses messages politiques et présenter l'État sous un jour positif.

«Ils ne veulent pas que les Palestiniens soient visibles»

Le ciblage systématique par Israël des producteurs palestiniens de connaissances et de culture, comme ceux qui ont été arrêtés le mois dernier, montre qu'il utilise aussi le hard power pour attaquer au soft power de l'adversaire. La police israélienne a saisi des équipements électroniques et des documents financiers au domicile et sur les lieux de travail de Suhail Khoury et Rania Elias lors de leur arrestation, et a appréhendé un de leurs collègues. Les autorités ont accusé le couple de blanchiment d'argent et financement d'organisations terroristes, bien que des poursuites pénales n'aient pas été engagées.

S'adressant à +972, Khoury est dit préoccupé par la gravité des allégations policières, qui sont, selon lui, «de totales absurdités, dépourvues de tout fondement». Il a ajouté que ni lui ni sa femme ne s'occupent de politique ou ne sont affiliés à une organisation politique. Mardi [25 août], un juge israélien a donné à la police l'ordre de restituer les ordinateurs du couple dans un délai d'une semaine. Ni Khoury ni Elias ne sont sous le coup d'une inculpation.

La Jerusalem Society for Music a déjà subi des pressions israéliennes, explique Khoury, le plus souvent sous forme de restrictions à la liberté de mouvement des membres de l'orchestre ou de musiciens invités ; dans certains cas, des autorisations de voyage demandées depuis des mois par l'institut en prévision d'un concert sont arrivées après la représentation. La police de Jérusalem a également interrompu et empêché des événements ayant lieu au centre Yabous, souvent, dit-il, sous prétexte qu'ils étaient liés à l'Autorité palestinienne.

Il existe des tentatives constantes de la part des autorités palestiniennes [AP] de mener des activités à Jérusalem, a affirmé un porte-parole de la police israélienne en réponse des questions de +972. Les policiers continuent d'empêcher cela de se produire, y compris au cours

des derniers mois de COVID-19.â?•

Ces activitÃ©s de lâ??AP se sont progressivement accrues, a poursuivi le porte-parole, ajoutant que Khoury et Elias avaient Ã©tÃ© apprÃ©hendÃ©s pour suspicion d'Ã©vasion et de fraude fiscales. En vertu des rÃ©glements issus des accords d'Oslo, il est interdit Ã© lâ??AP d'agir Ã© JÃ©rusalem-Est, ce territoire Ã©tant administrÃ© par IsraÃ©l (aprÃ©s avoir conquis en 1967 la partie Est de la ville, IsraÃ©l a officiellement annexÃ© le territoire par une Loi fondamentale de 1980).

Khoury, quant Ã© lui, raille la suggestion de malversations financiÃ©res, soulignant que son organisation ainsi que le centre Yabous font lâ??objet d'audits effectuÃ©s respectivement par [Deloitte](#) et [PricewaterhouseCoopers](#) (PwC), grandes entreprises d'audit et de conseil multinationales. En rÃ©alitÃ©, pense-t-il, il commet le crime d'aimer son pays et Beethoven. â?• Ils ne veulent pas que les Palestiniens soient visibles aux yeux du monde ; il est difficile de dÃ©shumaniser des gens qui jouent de la musique classiqueâ?•, dit-il.

L'innovation comme pouvoir

La culture et les rÃ©cits qui se dÃ©veloppent autour d'elle ne sont qu'une forme de soft power ; lâ??innovation technologique menÃ©e par les scientifiques d'une nation en est une autre. IsraÃ©l fournit un bon exemple de ce phÃ©nomÃ©ne : c'est rÃ©ellement une superpuissance dans le monde des entreprises de haute technologie, d'une force sans rapport avec sa taille, des sociÃ©tÃ©s prestigieuses [comme Waze](#) devenant des noms communs Ã© lâ??Ã©chelle mondiale.

La comparaison des Ã©conomies israÃ©lienne et palestinienne illustre de faÃ§on saisissante le degrÃ© auquel lâ??occupation empÃ©che activement cette derniÃ©re de rÃ©aliser le mÃ©me potentiel, dit Mario Martone, un des cofondateurs de [Scientists for Palestine](#), une organisation qui Å?uvre pour que les universitaires palestiniens s'intÃ©grent Ã© la communautÃ© scientifique internationale.

Ce sont deux petites nations, mais lâ??une des deux seulement bÃ©nÃ©ficie de gains Ã©conomiques Ã©normes grÃ©ce aux innovations de ses universitaires, explique-t-il. La libre circulation locale et internationale â?? refusÃ©e aux Palestiniens â?? et les collaborations qui en dÃ©coulent constituent un Ã©lÃ©ment essentiel de la croissance universitaire.

Une des raisons de la rÃ©ussite d'IsraÃ©l, souligne Martone, rÃ©side dans ses forts rÃ©seaux internationaux, particuliÃ©rement avec des institutions des Ã©tats-Unis et d'Europe, IsraÃ©l bÃ©nÃ©ficiant avec cette derniÃ©re de larges possibilitÃ©s d'accÃ©s dans le cadre du programme [Horizon 2020](#). â?• Si lâ??ensemble des rÃ©seaux et des financements d'IsraÃ©l Ã©tait supprimÃ©, il perdrait aussi toute sa science. Il aurait de nombreux talents qui n'iraient nulle part, comme la Palestine aujourd'huiâ?•, assure-t-il.

Cette inhibition du talent est manifeste dans le cas d'Imad Barghouti, astrophysicien renommÃ© qui a travaillÃ© sur des projets en lien avec la NASA. Au lieu de se prÃ©parer Ã© faire cours Ã© ses Ã©tudiants pendant le semestre Ã© venir, il est actuellement pris au piÃ©ge de la dÃ©tention, dÃ©nonce Martone.

L'acte d'accusation Ã©mis le 2 aoÃ»t contre Barghouti, qui avait dÃ©jÃ© Ã©tÃ© placÃ© en dÃ©tention administrative en 2014 et en 2016, le met en cause pour incitation et soutien Ã© des organisations hostiles Ã© IsraÃ©l. Il fournit comme Ã©lÃ©ments de preuve une dÃ©claration

quâ??aurait faite Barghouti en hommage Ã un membre de sa famille impliquÃ© en 2001 dans lâ??attentat contre le restaurant Sbarro, qui a fait 15 morts et plus dâ??une centaine de blessÃ©s, ainsi que des images de drapeaux du Hamas publiÃ©es sur Facebook.

Comme +972 lâ??a rapportÃ© antÃ©rieurement, alors quâ??IsraÃ©l rencontre tous les ans un grand nombre de [cas dâ??incitation](#), dans la plupart des cas, les autoritÃ©s appliquent les lois â?? de faÃ§on parfois trÃ¨s douteuse â?? principalement quand les auteurs de ces actes [sont des Arabes](#).

Pas de symbole dâ??autodÃ©termination

Lâ??incarcÃ©ration sans inculpation ni jugement, sous le prÃ©texte que lâ??on reprÃ©sente une menace contre IsraÃ©l, nâ??est pas une raretÃ© pour les universitaires palestiniens. Outre lâ??auteur Ahmad Qatamesh, qui a passÃ© au total cinq ans et demi en dÃ©tention administrative, Ubai Aboudi, chercheur et citoyen amÃ©ricain, a subi une [incarcÃ©ration similaire](#) lâ??an dernier, et Ã ce jour nâ??a pas Ã©tÃ© libÃ©rÃ©.

La dÃ©tention administrative pourrait se justifier dans certains cas exceptionnels, par exemple pour prÃ©venir un crime spÃ©cifique quâ??un individu pourrait, selon les autoritÃ©s, avoir lâ??intention de commettre dans un futur proche, explique Jessica Montell, directrice exÃ©cutive de HaMoked : Centre pour la dÃ©fense de lâ??individu. Mais ce nâ??est pas de cette faÃ§on quâ??IsraÃ©l utilise cette procÃ©dure : 335 Palestiniens sont actuellement dÃ©tenus sans jugement, dans certains cas pour une durÃ©e dÃ©finie Ã lâ??avance, ce qui semble sans rapport avec des renseignements spÃ©cifiques les concernant.

De nombreuses dÃ©tentions administratives sont confirmÃ©es sur la base de rapports de lâ??armÃ©e israÃ©lienne qui sont communiquÃ©s aux juges, mais auxquels les accusÃ©s et leur Ã©quipe juridique nâ??ont pas accÃ¨s. â??Nous soupÃ§onnons que les gens sont dÃ©tenus pour avoir organisÃ© des actions non violentes, mais nous nâ??en savons rien parce que leur condamnation repose sur des informations secrÃ©tesâ?•, dit Montell.

Il est Ã craindre que les arrestations de Houry, dâ??Elias, de Barghouti, et de bien dâ??autres soient sans rapport avec de vÃ©ritables raisons de sÃ©curitÃ©, mais relÃ¨vent plutÃ´t dâ??une volontÃ© dâ??Ã©touffer lâ??Ã©panouissement culturel palestinien. Comme dâ??autres rÃ©gimes, IsraÃ©l sait que le contrÃ´le des intellectuels dâ??une nation ouvre la voie au contrÃ´le de toute sa population. Ses mÃ©thodes pour y parvenir â?? et notamment la criminalisation, les accusations de terrorisme, et la dÃ©tention administrativeâ?? sont peut-Ãªtre moins brutales que celles de certains rÃ©gimes autoritaires ailleurs dans le monde, mais elles sont guidÃ©es par le mÃªme objectif rÃ©pressif.

Les associations Ã©tudiantes, les syndicats de travailleurs, les organisations humanitaires et les partis politiques ont tous Ã©tÃ© salis par des accusations de liens avec le terrorisme portÃ©es arbitrairement par IsraÃ©l, explique Sahar Francis, directrice de lâ??ONG Addameer qui dÃ©fend les droits des prisonniers palestiniens. Lâ??occupation a pour composante centrale, pratiquÃ©e depuis de longues annÃ©es, la dÃ©iÃ©gitimation de la sociÃ©tÃ© civile palestinienne, dit-elle.

Cette stratÃ©gie, poursuit Francis, consiste Ã affirmer de faÃ§on persistante quâ??un individu ou une institution est en relation avec une organisation illÃ©gale comme le Hamas ou le Front populaire pour la libÃ©ration de la Palestine (FPLP), parce quâ??il serait excessif dâ??attaquer directement des centres culturels importants comme Yabous. Cependant, lâ??objectif reste clair : lâ??affaiblissement

de la société civile palestinienne et du soft power qu'elle pourrait susciter en faveur de sa cause.

Ils ne veulent aucune activité palestinienne dans Jérusalem qui refléterait le moindre symbole d'autodétermination, qu'il soit social ou civil», souligne Francis.

Les porte-paroles du Coordonnateur des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT) et de l'armée israélienne n'ont pas souhaité s'exprimer, ou n'ont pas répondu immédiatement aux questions en rapport avec le sujet de cet article.

Robert Swift est un journaliste et écrivain écossais indépendant, basé à Jérusalem. Son travail se centre sur la technologie, la politique au Moyen-Orient, et les questions militaires et de sécurité.

Source: [+972](#)

Traduction: SM pour l'Agence Média Palestine

date créée
2020/09/04